

[Texte]

ment. It is well known that in Metro Toronto, social assistance does not properly provide for housing and food.

CPJ believes that the basis of the various problems associated with child care and day care is a lack of a good social infrastructure to support families. By social infrastructure, we mean an integrated range of community networks and services which foster healthy mutual relationships. Social infrastructure is made up of both informal elements, such as families and neighbourhoods, and follow-ons, such as schools, day care centres and community resource centres.

The various elements of social infrastructure are needed to meet the health, social and personal needs people have. A sound social infrastructure helps to promote a healthy physical, mental, social and emotional involvement with one's family, neighbourhood and community. It provides a supportive context in which parents can exercise their primary responsibility to care for their children.

Day care needs to be recognized as a vital element of the whole social infrastructure. Day care then ties in with child care as a specific family need that often is not adequately met.

Mr. Vandezane: We believe the solution to Canada's child care problems must break through the two major approaches being advocated currently. Some people advocate that the solution is a nation-wide, comprehensive, affordable, universally accessible day care system that is a public service like health care and education. Others advocate a more diversified model involving for-profit and not-for-profit day care centres, licensed private home care and informal home care by babysitters or parents. We would like to offer an alternative, a two-pronged approach, involving first, a supportive social infrastructure for child care and, secondly, a day care system with options reflecting the diversity of choices parents may wish to make. We call for a pluralistic approach to building social infrastructure which recognizes that the various elements in society—parents, governments, associations, businesses and other—all have a role to play.

Our brief reiterates proposals regarding day care from CPJ's widely acclaimed proposal for an \$11 billion social development and job creation fund as part of the federal budget. This could be done without increasing the deficit. The proposal advocates spending \$1.3 billion to provide adequate day care facilities for low-income people. The money would be spent on start-up grants and low-interest loans for non-profit day care centres and in more subsidized day care fees for low-income people.

[Traduction]

voudraient trouver un emploi. Il est bien connu que dans la région de Toronto, les prestations d'aide sociale ne suffisent pas pour assurer le logement et l'alimentation.

Le CPJ considère qu'à la base des divers problèmes reliés à la garde d'enfants et aux garderies il y a l'absence d'une bonne infrastructure sociale permettant de venir en aide aux familles. Par infrastructure sociale, j'entends un ensemble intégré de réseaux et de services communautaires qui favorisent de bonnes relations réciproques. L'infrastructure sociale comprend les familles et les quartiers ainsi que les écoles, les garderies et les centres de ressources communautaires.

Les divers éléments de l'infrastructure sociale permettent de répondre aux besoins de la population en matière de santé, d'interaction sociale et de relations personnelles. Une bonne infrastructure sociale favorise une bonne participation physique, mentale, sociale et affective avec les membres d'une famille, avec le quartier et avec l'ensemble de la communauté. Notre infrastructure permet aux parents d'assumer la responsabilité d'élever leurs enfants.

Il faut reconnaître que les garderies constituent un élément essentiel de l'infrastructure sociale. Les garderies sont liées à l'éducation des enfants et constituent donc un besoin familial précis qui n'est souvent pas comblé.

M. Vandezane: Nous considérons que toute solution visant à résoudre les problèmes du Canada en matière de garderies doit aller au-delà des deux principales solutions actuellement prônées. Certaines personnes disent que la solution consisterait à mettre sur pied un réseau national de garderies, à prix abordable et ouvert à tout le monde, car il s'agit d'un service public comme la santé et l'éducation. D'autres prônent un système plus diversifié regroupant des garderies à but non lucratif, et des garderies à but lucratif, ainsi que des services de garde d'enfants en maisons privées, auxquelles serait délivré un permis, ainsi que des services de garde de nature informelle s'effectuant par l'intermédiaire de gardiennes ou de membres de la famille. Nous aimerions offrir une autre solution, une approche bicéphale comprenant, d'abord, une infrastructure sociale d'aide et, deuxièmement, un réseau de garderies permettant aux parents de choisir selon leur préférence. Nous demandons qu'on adopte une approche pluraliste vis-à-vis de l'infrastructure sociale, approche qui reconnaît que les divers éléments de la société—que ce soit les parents, les gouvernements, les associations ou les entreprises—ont tous un rôle à jouer.

Notre exposé reprend les propositions que nous avons déjà formulées concernant les garderies et tirées du projet bien connu que le CPJ avait présenté en demandant que le gouvernement fédéral prévoie, dans son budget, un fonds de 11 milliard de dollars pour le développement social et la création d'emplois. Ce projet prévoit la somme de 1.3 milliard de dollars pour assurer aux personnes à revenu modeste un service de garde d'enfants satisfaisant. Cette somme servirait à des subventions de démarrage et à des prêts à faible intérêt à l'intention des garderies à but non lucratif, ainsi qu'à des subventions destinées aux personnes à revenu modeste pour les aider à régler les frais de garderie.